

**Tewfick Aclimandos\***

***EGYPTE, DÉFIS SÉCURITAIRES  
ET POLITIQUE EXTÉRIEURE –  
LE CAS DU SINAI***

**Une nouvelle politique étrangère ?**

L'Égypte est un éléphant malade – et je ne pense pas à la fièvre révolutionnaire. Je parle d'une puissance régionale, comptant 91 millions de ressortissants, dont 83 vivant sur le territoire national, sur environ 7 % de ce dernier ; d'un pays qui doit relever le défi démographique suivant : pendant quelques années, il doit créer entre 800 000 et 1 million d'emplois par an, s'il souhaite gagner la bataille contre le chômage – et je ne mentionne pas les courses poursuites pour la modernisation de l'infrastructure. L'épargne égyptienne n'est pas suffisante : les investissements étrangers sont nécessaires. Or, ces derniers ne (re)viendront que si les finances de l'Etat sont en ordre et la situation sécuritaire satisfaisante. Les finances de l'Etat ne seront pas en ordre si le tourisme ne revient pas. Les investissements étrangers et l'émigration égyptienne, nécessaire pour alléger la pression sur le marché du travail, seront largement tributaires des choix de politique étrangère et intérieure du nouveau régime – mais aussi, bien sûr, de l'évolution de la situation financière des Etats-Unis et de l'Europe.

Vu la détérioration de cette dernière, les relations avec les partenaires régionaux seront cruciales : l'Égypte a besoin d'un partenariat avec la Turquie (et peut être avec la Chine), d'une injection massive de pétrodollars ; elle a aussi besoin de marchés du travail prêts à accueillir sa main-d'œuvre. Or, les relations des Frères musulmans avec l'Arabie saoudite sont notoirement mauvaises, depuis plus de vingt ans. Celles avec la Libye connaissent des tensions sérieuses, dont nul ne sait si elles sont

---

\* Tewfick Aclimandos, spécialiste de l'Égypte, docteur d'Etat en sciences politiques, travaille sur l'histoire politique de l'Égypte après la seconde guerre mondiale et prépare une biographie de Nasser.

temporaires ou durables. Enfin, sur les fronts américain et israélo-palestinien, le nouveau régime n'a pas droit à l'erreur.

Par ailleurs, la situation sécuritaire du pays est très préoccupante pour plusieurs raisons. D'abord, le nombre d'acteurs individuels ou collectifs qui n'ont pas intérêt à un retour du règne de la loi et à une stabilisation de la situation a atteint une masse critique. Citons les quatre ou cinq millions de chômeurs titulaires de diplômes universitaires. Ou encore les centaines de milliers de *nervis* (entre 350 000 et 800 000, selon les estimations). Ou encore les dizaines de milliers de marchands ambulants. Et je ne parle pas du fait que la population égyptienne réagit de plus en plus violemment quand elle s'estime brimée ou lésée.

Ensuite, jamais autant d'armes n'ont circulé dans le pays : il y a un saut qualitatif et quantitatif. Le chiffre avancé par l'ancien Premier ministre Ganzuri est clairement exagéré : il parlait de dix millions d'armes. Mais toute personne qui se promène dans les villages de Haute Egypte, par exemple, note que les mitrailleuses ont remplacé les fusils, ou que certains disposent désormais de missiles antichars ou de défense antiaérienne ! Certes, il convient de relativiser en affirmant immédiatement que ces armes ne sont pas utilisées et que les incidents graves sont très rares. Mais tout cela n'est pas rassurant. Soit ces armes ont été volées lors des assauts contre les centres de police pendant les journées fatidiques de janvier 2011, soit elles proviennent de Libye - ce dernier pays est devenu un gigantesque supermarché d'armes -, et si certaines entrent en Egypte pour aller ailleurs (vers Gaza), nombreuses sont celles qui restent dans le pays et dans le Sinaï.

Enfin, la crise de l'appareil policier est loin d'être résolue. Il est possible de la décrire de plusieurs manières : la police se perçoit comme le grand perdant de la révolution, elle a perdu une guerre. Elle voit arriver au pouvoir la force politique qui est son ennemi historique. Il y a un problème de discipline que l'on peut décliner ainsi : ceux, parmi les policiers, qui, en janvier 2011, ont ouvert le feu contre les manifestants ou contre ceux qui assaillaient les centres de police sont considérés comme des criminels, ceux qui ont refusé de le faire sont des héros. Cette perception répandue complique la transmission hiérarchique des instructions : la base ne suit plus et a tendance à éviter les affrontements armés avec des civils - ce qui ne l'empêche pas d'essuyer des pertes en vies humaines sans précédent. La police manque de moyens permettant de lutter contre l'insécurité : armes plus puissantes, gilets pare-balles, moyens de mobilité. Elle est traversée par des tensions internes et ses relations avec le « public » ne se sont pas améliorées.

Si je me suis un peu étendu sur les problèmes sécuritaires et sur les contraintes objectives qui limitent considérablement la marge de manœuvre

du nouveau régime, c'est pour mettre en garde contre ceux qui pensent que l'Égypte est de retour sur la scène régionale et qu'elle est capable de jouer un rôle de premier plan, radicalement différent de celui, modeste, assumé du temps de Moubarak. Le nouveau pouvoir et l'opinion publique égyptienne ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent et n'ont pas les moyens de leurs éventuelles ambitions. A moins de supposer un aventurisme catastrophique, ce qu'ils peuvent faire est, au mieux, de tenter de développer des partenariats (avec la Turquie, la Libye, le Qatar, la Chine) au progressif détriment d'autres (Etats-Unis, Arabie saoudite). S'ils peuvent tenter d'améliorer leurs relations avec Téhéran, il reste que, sur plusieurs dossiers clés, les intérêts de l'Égypte et de l'Iran sont opposés (sur d'autres, l'entente est possible).

Mais je souhaite surtout, dans ce cadre, faire un premier point sur la situation dans le Sinaï. Dossier sécuritaire, avec d'importants impacts sur la politique étrangère.

### **La situation sécuritaire dans le Sinaï**

Le groupe terroriste qui a tué le 5 août 2012, à l'heure de la rupture du jeûne de Ramadan, seize conscrits égyptiens à Rafah (nord du Sinaï, frontière avec Gaza), avant d'aller s'empaler sur Tshal, a rappelé au monde l'extrême gravité de la situation dans la péninsule et les risques de dérapages induits par des groupuscules optant pour la politique du pire. Ce dernier, pour l'Égypte, est soit la réoccupation, partielle ou non, du Sinaï par les Israéliens, soit une course poursuite entre Tshal et les militants palestiniens. Que ces scénarios soient probables ou non importe peu – ils sont l'objet d'une crainte permanente.

En attendant, la question posée par plusieurs analystes depuis 2004 (le Sinaï, Tora Bora africain ?) est à nouveau à l'ordre du jour. A l'heure qu'il est, les circonstances du drame du 5 août et l'identité des assassins sont toujours inconnues, même s'il semble qu'au moins deux membres du commando étaient palestiniens et d'autres égyptiens.

Diverses sonnettes d'alarmes, mettant en garde contre une recrudescence des activités terroristes, avaient été tirées quelques mois auparavant. Par exemple, le 13 mai 2012, l'influent quotidien cairote *al masry al youm* avait publié un article proposant une cartographie de la « violence et de la diffusion des armes » dans la péninsule. Il rappelait que plus de vingt attaques, dont certaines mortelles, avaient ciblé des check-points ou des centres de police. Ou que les voies occidentales d'accès au Sinaï (un pont près d'Ismaïlia, un tunnel près de Suez et des ferry-boats) étaient de véritables passoires, malgré de nombreux points de contrôle. Il citait des observateurs qui estimaient que le nombre d'armes circulant dans le Sinaï

avait augmenté de 50 %. On pouvait désormais voir des armes lourdes provenant de Libye. Les mêmes analystes avaient tendance à minimiser l'importance de ce développement – les Bédouins avaient toujours été armés mais n'avaient que rarement recours à la violence. Par contre, le journal s'inquiétait du déploiement des forces égyptiennes dans le Sinaï : très nombreuses dans la ville d'al Arîsh et dans son voisinage, elles devenaient clairsemées et rares au fur et à mesure que l'on se rapprochait de la frontière israélienne, et c'est là où se déployaient les islamistes radicaux. Le journal citait aussi des personnes gérant les tunnels qui alimentaient Gaza, qui disaient qu'en général les armes restaient dans le Sinaï : les troupes et milices de Gaza avaient le nécessaire et pouvaient même faire passer des armes en Égypte.

Les habitants du Sinaï opéraient, entre divers groupes islamistes, une distinction entre takfiristes et jihadistes – même si les deux étaient, « comme tout le monde ici », armés. Les premiers, très présents près de la frontière avec Israël, déclaraient l'Etat et la société « apostats », rompaient avec les communautés d'origine, mais s'abstenaient, disait-on, de tout recours à la violence – sauf s'ils se sentaient attaqués. Ces groupes proliféraient, gagnant chaque jour de nouvelles recrues. Leurs relations avec les nombreux groupes salafistes présents dans le Sinaï étaient correctes, leurs discours offrant quelques similitudes. Les groupes jihadistes, eux, avaient un comportement violent. Bien sûr, ce distinguo ne doit pas occulter le fait que des passerelles entre ces deux types de formations existent et qu'elles fonctionnent dans les deux directions. A ce moment (mai 2012), la situation était encore sous contrôle, estimaient les observateurs, mais elle pouvait très vite déraiser. Ils relevaient, en conclusion, le développement de toutes sortes d'activités de contrebande et de trafic (opium, immigration clandestine vers Israël) et estimaient que plusieurs responsables sécuritaires étaient impliqués dans ces activités lucratives.

Si le littoral nord et la frontière avec Gaza étaient le théâtre de violences, la région du centre Sinaï jouissait à ce moment d'un calme relatif. Mais les apparences étaient trompeuses – beaucoup de personnes recherchées par la police s'étaient réfugiées dans la région et toutes sortes de trafics transitaient par elles. Les personnes interrogées par les journalistes niaient la présence (dans la zone centre) de groupuscules jihadistes...

Mais un article du 12 août 2012 (soit une semaine après l'attaque) du même journal dit le contraire. Cet article affirmait que les groupes jihadistes étaient eux aussi présents près de la frontière et au centre du Sinaï et que beaucoup « avaient des liens idéologiques ou organisationnels avec des homologues palestiniens ». Plusieurs, d'ailleurs, s'empressèrent de nier toute implication dans l'opération – ils n'attaquaient pas de musulmans.

Mais il fallait, semblait dire le journal, prendre cela avec des pincettes : les groupes salafistes étaient très nombreux dans le Sinaï et il était difficile de savoir lesquels avaient décidé de recourir à la violence – il n'était pas nécessairement dans leur intérêt de le dire tout de suite. Certains étaient plus explicites et assumaient leur violence. Mais coordonnaient-ils leurs actions ? Il était plausible de penser que plusieurs petites cellules préféraient opérer seules.

Quoi qu'il en soit, le journal distinguait quatre types de groupes islamistes :

- a) les salafistes quiétistes, très répandus dans la péninsule. Contrairement aux autres mouvances, ceux-là sont populaires. Ils sont très présents à al'Arish et à la frontière. S'ils n'ont pas recours à la violence, ils contrôlent certains tunnels vers Gaza, car aider les Palestiniens est un devoir sacré.
- b) Les salafistes jihadistes : leur idéologie est proche de celle d'al Qaeda. On connaît au moins quatre organisations opérant dans le Sinaï. Leurs membres reçoivent une formation militaire, assurée par des jihadistes palestiniens. Ces derniers sont très présents dans le Sinaï, pour diverses raisons. Ces quatre organisations ont pu revendiquer des opérations contre des Israéliens, ou contre les pipelines de gaz naturel, mais leur position sur les attaques de policiers ou militaires égyptiens oscille entre l'absence de clarté et la condamnation.
- c) Les takfiristes. Ceux-là sont présents depuis la fin des années 90 et disent s'appeler « l'organisation à l'étendard noir »<sup>1</sup>. Ils collectent des armes et prônent le jihad. Mais on ne sait pas s'ils sont passés à l'acte – refusant tout contact avec l'extérieur, personne ne les aide et personne ne semble avoir réussi à les infiltrer<sup>2</sup>.
- d) Enfin, des groupes difficiles à classer, car venant de naître et utilisant différents thèmes.

Le 30 juillet 2012, quelques jours après avoir publié sur son site une vidéo diffusée par des groupes jihadistes annonçant une prochaine reprise des opérations dans le Sinaï (et quelques jours avant l'attentat<sup>3</sup>), le quotidien al Tahrir interviewait différents experts et acteurs, qui tiraient tous la sonnette d'alarme. Un militant des droits de l'homme originaire du Sinaï, Mus'ad Abu Fajr, disait que la personne prenant la parole dans la vidéo était palestinienne. Pour lui, des groupes jihadistes palestiniens avaient pris position dans le Sinaï. Un responsable sécuritaire affirmait que les groupes jihadistes présents près de la frontière avaient redoublé d'efforts pour recruter le plus grand nombre de jeunes. Ils estimaient que l'Etat égyptien manifesterait tôt ou tard son autorité et qu'il fallait exploiter au maximum cette période où il était « distrait ailleurs ». Un dignitaire du

ministère des Biens religieux ajoutait qu'ils avaient pris le contrôle de plusieurs mosquées. Ces groupes, de surcroît, étaient en train d'acquérir toutes sortes d'armes, importées de Libye.

Ce responsable laissait entendre que l'Etat égyptien avait confié à des chefs de tribus la tâche de négocier avec les jihadistes. Les habitants de Rafah et du Sheikh Zuwayd affirmaient aux journalistes que les jihadistes se promenaient dans les rues de la ville, brandissant l'étendard du jihad. Certains disaient avoir entendu parler de camps d'entraînement situés au sud de shaykh Zuwayd et un militant d'un parti islamiste créé après la Révolution ajoutait que beaucoup de jihadistes, originaires du Sinaï, d'autres zones de l'Égypte et « d'ailleurs », étaient en train de se concentrer dans la péninsule. Il avançait le chiffre de 5 000 militants<sup>4</sup>. D'autres militants, appartenant à un autre parti islamiste, al Wasat, disaient que beaucoup de jihadistes palestiniens s'étaient infiltrés dans le Sinaï et ils ajoutaient, plus généralement, que les formations extrémistes ciblaient en priorité, pour le recrutement, les adolescents de douze à quinze ans. Elles les prenaient en charge, les mariaient, et les préparaient au combat et au martyre.

Je n'ai pas épuisé le sujet. Je pourrais aussi citer de nombreux articles citant des chefs de tribus du Sinaï, qui expliquent que les divers groupes extrémistes recrutent beaucoup dans la jeunesse défavorisée des tribus, qui se rebelle contre leur famille et plus généralement contre les structures tribales. Je pourrais également rappeler qu'il y a quelques années, les autorités égyptiennes avaient accusé le Hizbullâh (et les services syriens) d'avoir implanté dans le Sinaï des cellules dormantes, qui avaient pour mission de commettre des actes terroristes et/ou de lancer des opérations contre Israël, le moment venu.

La pérenne faiblesse du contrôle étatique, accentuée par les clauses des accords de Camp David limitant la présence militaire égyptienne dans la péninsule, incitera toujours les partisans de la déstabilisation de la région, et ceux de la politique du pire, à prendre pied dans la région.

### **Que faire ?**

Il est trop tôt pour évaluer les efforts des autorités égyptiennes pour combattre le terrorisme. Mais je peux signaler quelques problèmes : la topographie, notamment dans la région de la montagne Halal, complique singulièrement toute opération militaire. Celle qui a suivi l'attentat ne semble pas avoir été un succès<sup>5</sup> – et a d'ailleurs été arrêtée, suite peut-être à des protestations israéliennes, car les Egyptiens avaient envoyé des blindés près de la frontière sans avertir Jérusalem. Les officiels égyptiens se disent conscients de la nécessité d'associer les tribus et leurs chefs dans les efforts



antiterroristes. Mais l'évaluation des mesures concrètes varient grandement d'un expert à l'autre – beaucoup disent que ces déclarations d'intention ne sont pas suivies d'effets, soit parce que les actions concrètes se font rares, soit parce que les autorités ne s'adressent pas aux bonnes personnes, soit pour d'autres raisons.

Le président Mursi a par ailleurs confié à d'anciens jihadistes, aujourd'hui repentis, et à des salafistes quiétistes, la tâche de dialoguer avec les membres des groupes extrémistes. Là aussi il est trop tôt pour évaluer le résultat d'un processus qui s'enclenche à peine, mais j'ai vu des articles affirmant que la « délégation du Caire » ne savait pas à qui s'adresser et parlait aux mauvais interlocuteurs.

Enfin, on ne sait pas très bien quel(s) organisme(s) sécuritaire(s) gère(nt) le Sinaï et comment les trois principaux services égyptiens coordonnent leurs actions. Est-ce que ceux qui gèrent les relations avec Gaza sont ceux qui gèrent la sécurité dans le Sinaï ? Comment s'organisent les relations entre eux ? Il semble clair qu'en ce qui concerne le Sinaï, la Sécurité d'État (qui dépend du ministère de l'Intérieur) avait, sous Mubarak, une influence et un poids qu'elle n'a plus aujourd'hui et que la DRM a, au contraire, gagné des galons ces derniers mois. Mais on a récemment vu des officiers de la Sécurité nationale (le nouveau nom de la Sécurité d'État) lors de perquisitions le long de la frontière. On sait également qu'une commission sécuritaire conjointe égypto-gazaouie a été créée en août 2012 pour coordonner les efforts sécuritaires et que les responsables égyptiens qui y siègent proviennent des *mukhâbarâts âma* – ce qui implique que cet organisme a toujours un rôle prépondérant.

Une question clé est celle des relations avec Gaza et avec le Hamas. Si on considère l'extrême variété et le caractère contradictoire des informations données par les médias égyptiens, citant tous des sources sûres, une conclusion s'impose : les différents services et la présidence ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde, quant au possible rôle du Hamas dans la déstabilisation du Sinaï, voire de l'attentat, et à la politique à adopter. On ne sait d'ailleurs pas si c'est la lecture de l'événement qui commande l'option politique préconisée, ou l'inverse. Pour ne donner qu'un exemple, dans les jours qui ont suivi l'attentat, les médias égyptiens ont accordé un grand crédit à la version de l'armée, qui affirmait que les attaquants étaient venus de Gaza et qu'ils avaient été couverts par des tirs d'artillerie venant du territoire palestinien. Hamas avait formellement démenti cela. Aujourd'hui, les médias égyptiens n'en parlent plus – mais est-ce parce que cette version est mensongère, ou est-ce parce qu'elle déplaît à la présidence ?

Quoiqu'il en soit, il est possible de distinguer plusieurs positions : certains, notamment le maréchal Tantawî et d'autres membres de

l'establishment sécuritaire, Hamas est une partie du problème<sup>6</sup>. Pour la Présidence, l'organisation palestinienne est plutôt une partie de la solution. Pour certains, le blocus de Gaza devrait donc être renforcé (ce qui me semble être une erreur). Pour d'autres, la collaboration du Hamas étant nécessaire, il faut au contraire inciter la direction islamiste à jouer le jeu – et donc assouplir les règles de passage entre Gaza et le Sinaï. Pour les uns, le Hamas est directement responsable de l'attentat. Pour d'autres, au moins certains membres des brigades al Qassam étaient au courant des préparatifs ou auraient dû l'être. Pour d'autres encore, Hamas est innocent, voire est une des principales victimes, car les mesures de rétorsion égyptiennes et israéliennes vont rendre plus difficiles les conditions de vie à Gaza. Cet attentat complique les relations avec le Caire à un moment où un allié supposé a accédé à la magistrature suprême. Pour d'autres encore, Hamas paie le prix d'une politique qui consistait à laisser les jihadistes de Gaza aller dans le Sinaï. C'était refiler le bébé aux autorités du Caire, qui n'étaient pas encore islamistes. Et ainsi de suite. Toutes sortes de questions connexes sont posées – que faire des tunnels qui liaient Gaza au Sinaï ?

\*

La question terroriste/extrémisme n'épuise pas la question sécuritaire du Sinaï. On sait que de multiples réseaux du crime ont pris position dans la péninsule – qu'il s'agisse du trafic d'armes, de stupéfiants ou même d'êtres humains. Nombreux sont les flux d'immigration clandestine vers Israël qui transitent par le Sinaï. Ou que certaines pratiques criminelles sont fréquentes – la capture de touristes étrangers, par exemple. Les autorités égyptiennes ne pourront certainement pas mener de front toutes les batailles qui s'imposent – et c'est vrai, même s'il s'avère que les rumeurs faisant état d'accointances entre les chefs de file de ces réseaux et des cadres sécuritaires égyptiens s'avèrent dénuées de fondement.

Même en omettant ce point, il reste que le terreau des populations du Sinaï, bédouines ou non, est « fertile » en recrues pour le terrorisme, à l'instar du reste de l'Égypte. Les experts ont raison de souligner que rien n'a été fait pour intégrer les populations du Sinaï à la nation, pour combattre les discriminations dont ils sont l'objet – par exemple il leur est presque impossible d'être admis à l'Académie militaire ou à celle de la police. Ces populations sont perçues par le pouvoir central comme, au mieux, une gêne, un élément suspect devant être contrôlé. On parle trop souvent de faire la même chose avec davantage de *doigté*. Mais c'est aménager le paradigme et non le modifier. Quand les experts égyptiens parlent de « développer le Sinaï », ils pensent surtout encourager l'émigration des fils de la vallée vers la péninsule – on l'a vu d'ailleurs avec le développement des infrastructures touristiques des vingt dernières années<sup>7</sup>. Il est donc absolument nécessaire et urgent de changer d'approche.



Mais, en admettant que cela soit possible, les fruits se feront attendre.

Et enfin, la question du Sinaï n'épuise pas celle des frontières poreuses de l'Égypte. Celles avec la Libye et le Soudan sont elles aussi problématiques – mais c'est un autre sujet.

## Notes :

<sup>1</sup> Il convient de noter qu'un autre journal, *al Yawm al sâbi'*, dans un article publié le 6 août, affirme que l'organisation de l'étendard noir et les takfiristes sont deux groupes différents. L'étendard noir fait son apparition en juillet 2011, s'illustre par sa destruction de statues du président Sadate et de tombeaux de saints. Il organise probablement plusieurs attaques mortelles contre des policiers. Pour ce journal, deux organisations jihadistes, *majlis shûra al mujâhidîn* et *bayt al maqdis*, sont d'obédience palestinienne et proviennent de Gaza – ce qui ne veut pas dire qu'elles ne recrutent pas des Égyptiens.

<sup>2</sup> Dans un entretien accordé à *al yawm al sâbi'* le 6 août, le jihâdiste « historique » Nabil Na'îm dit que les takfiristes n'ont jamais véritablement disparu de la carte, qu'ils sont présents un peu partout en Egypte, mais surtout dans le Sinaï. Selon lui, les actuels takfiristes du Sinaï seraient d'anciens membres de l'organisation jihadiste qui organisa les attentats contre les stations balnéaires du Sinaï en 2004 et 2005, et qui auraient rejoint les militants dits « shawqîstes », c'est-à-dire les élèves du Shaykh takfiriste Shawqî. Pour lui, ce sont ses takfiristes qui ont organisé la dernière attaque, mais il semble se fonder sur des « déductions » plutôt que sur des informations.

<sup>3</sup> Ce groupe dit être « *majlis shûra al mujâhidîn* » (le conseil consultatif des guerriers). D'autres articles en font une organisation jihadiste palestinienne. Quelques jours après l'attentat, il affirma ne pas être impliqué dans ce dernier – il ne visait que Tsahal.

<sup>4</sup> On peut comparer avec le chiffre donné par un responsable sécuritaire, cité par *al Yawm al sâbi'* dans un article publié le 6 août : avant la révolution du 25 janvier, on ne compte pas plus de « mille éléments extrémistes » dans la péninsule. Après, on peut parler de « plusieurs milliers ».

<sup>5</sup> Même si on accorde du crédit aux informations affirmant que les troupes égyptiennes ont tué deux ou trois dizaines de jihâdistes, le problème demeure entier.

<sup>6</sup> Sur ce point, la position des mukhabarats égyptiennes a peut-être changé depuis le départ de Tantâwî. Le général Sâmih Sayf al Yazl, que l'on dit proche de la direction de l'organisme, se félicitait du fait que Hamas collaborait avec les autorités du Caire et faisait ce qu'on lui demandait. Voir *al Watan* du 6 août. Par ailleurs, des sources sécuritaires ont démenti les informations (qui citaient d'autres sources sécuritaires), selon lesquelles les autorités égyptiennes avaient établi que trois membres de l'organisation palestinienne *jaysh al islâm* avaient été « impliqués » dans l'attaque, et avaient demandé au Hamas de les remettre au Caire. Voir *al Watan* du 25 août... <http://www.elwatannews.com/news/details/41349>

<sup>7</sup> Les grandioses plans de développement du Sinaï n'ont presque jamais reçu un commencement d'exécution. D'une part ils sont très coûteux et il y a toujours plus urgent. D'autre part les organismes sécuritaires ont toujours multiplié les objections contre la « présence de capital étranger » dans le Sinaï, ou contre l'achat de terres par des étrangers.